

# Parish (William L.), Whyte (Martin King) - Village and family in contemporary China

Jean-Luc Domenach

► **To cite this version:**

Jean-Luc Domenach. Parish (William L.), Whyte (Martin King) - Village and family in contemporary China. *Revue Française de Science Politique*, Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1979, 29 (4-5), pp.898-900. hal-01044740

**HAL Id: hal-01044740**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01044740>**

Submitted on 24 Jul 2014

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Parish (William L.), Whyte (Martin King) - Village and family in contemporary China.

Domenach Jean-Luc

Revue française de science politique, Année 1979, Volume 29, Numéro 4  
p. 898 - 900

[Voir l'article en ligne](#)

## Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

### Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

mière partie de son ouvrage « La Révolution française est terminée » — à un « refroidissement » de l'objet Révolution. Non qu'il prétende à l'objectivité retrouvée : c'est plutôt pour l'établissement d'un nouveau rapport entre l'historien et son objet d'étude qu'il plaide. Pour y parvenir il ne mise pas seulement sur le développement de la science historique. Il croit aussi à une évolution du climat idéologique dans lequel travaillent les historiens de la Révolution. La contradiction chaque jour plus évidente entre le mythe révolutionnaire et les sociétés nées de la Révolution appelle une autre histoire de la Révolution que celle léguée par la tradition républicaine et marxiste.

La distance nécessaire entre l'historien et son objet doit s'installer désormais dans une culture de gauche qui « a accepté de s'interroger sur le désastre que constitue l'expérience communiste du 20<sup>e</sup> siècle au regard de sa propre idéologie, ses interprétations, ses espoirs, ses rationalisations. » F. Furet inverse alors la perspective. « En 1920, Mathiez justifiait la violence bolchévique par le précédent français au nom de circonstances comparables. Aujourd'hui le goulag conduit à repenser la terreur en vertu d'une identité dans le projet » (p. 16). Il appelle de ses vœux « une histoire de la gauche intellectuelle française par rapport à la Révolution soviétique pour montrer que le phénomène stalinien y est enraciné dans une tradition jacobine simplement déplacée ».

F. Furet a sans doute réussi à « refroidir » l'objet « Révolution française », mais non pas, fort heureusement pour nous, sa passion pour elle.

Gérard GRUNBERG

Centre d'étude de la vie politique française

PARISH (William L.), WHYTE (Martin King) — *Village and family in contemporary China*. — Chicago (Ill.), The University of Chicago Press, 1978. 24 cm, 419 p.

La recherche sur la Chine populaire s'est jusqu'à présent intéressée presque exclusivement à deux domaines : le politique et l'économique. Cette situation s'explique non seulement par les préoccupations qui ont animé de nombreux programmes de recherche américains mais, plus encore, par le faible nombre des sources fiables. Sauf pendant les très courtes périodes où il doute de lui-même, le régime communiste chinois est beaucoup plus prolixe sur ses intentions que sur ses réalisations effectives ; dans la mesure où il se définit comme une expression directe des aspirations populaires, il exclut par principe de son discours la reconnaissance de tendances contradictoires dans le corps social. Malgré des débuts prometteurs avant 1949, la sociologie chinoise a connu depuis un destin difficile<sup>1</sup>.

Le premier intérêt de l'ouvrage récemment publié aux Etats-Unis par deux excellents sinologues vient donc de ce qu'il comble un vide : il constitue le premier tableau cohérent de la vie rurale en Chine sous Mao Tsé-tung. Pour dresser ce tableau, les deux auteurs ont fait appel à des sources qu'avaient déjà uti-

lisées avec succès des historiens et des politistes<sup>2</sup> : les interviews de réfugiés à Hong Kong. En interrogeant, dans les meilleures conditions de sérieux possible, 65 réfugiés, ils sont parvenus à rassembler un nombre significatif d'informations sur 63 villages de la province du Guangdong, qui borde la colonie. Ces informations valent par leur précision et, assez souvent, par leur nouveauté, notamment dans les chapitres qui concernent la famille. On apprend ainsi que moins du quart des mariages ruraux sont conclus sans l'intervention active d'une tierce partie (entremetteuse, parents) et que, dans la quasi-totalité des cas, la famille du fiancé verse à celle de la promise une somme d'argent et des cadeaux d'une valeur équivalente en moyenne à ses gains d'une année. Le statut de la femme a évolué mais pas complètement dans le sens souhaité par les autorités : sa libération économique n'a pas provoqué une réelle modification de son statut d'infériorité hiérarchique à l'intérieur de la famille et de l'unité de travail. Enfin, nombre de coutumes et de fêtes traditionnelles subsistent ; elles se sont sécularisées mais l'emportent de loin sur celles que le régime a introduites. L'ouvrage ne constitue pas seulement un catalogue de faits sociaux jusqu'à présent peu connus. Aussi positive que fût leur méthode — ils abusent d'ailleurs parfois des statistiques — Parish et Whyte n'ont pas renoncé à poser à leurs sources une question fondamentale : quelle est la mesure du changement social en Chine communiste ? Prenant en compte aussi bien le savoir ethnologique sur la période pré-communiste que les principales études politiques et économiques sur la période récente, ils se sont donné les moyens d'élaborer une interprétation argumentée de la société rurale chinoise. Selon eux, les transformations décisives datent des années cinquante : ce sont la destruction des collectivités claniques et religieuses ainsi que de l'ancien système foncier, la consolidation de la famille dans une définition plus étroite et la formation d'une nouvelle structure collective de base, l'équipe de production. Depuis, les mesures décrétées par le pouvoir reçoivent dans la paysannerie un accueil sélectif. Seules sont sérieusement appliquées par des cadres de base, d'abord liés à leur milieu d'origine, celles qui répondent aux aspirations de la paysannerie (élévation du niveau de vie, sécurité) et aux intérêts des collectivités dans lesquelles se déroule son existence : par exemple, le développement de l'hygiène et de l'éducation, mais non la suppression des coutumes familiales ou le changement du statut de la femme. Le succès de la politique sociale du gouvernement varie moins selon la plus ou moins grande politisation ou modernisation des villages que selon son adaptabilité aux différentes situations locales.

Tout se passe, au fond, comme si, en face des incitations du pouvoir, la société rurale évoluait aujourd'hui de façon largement autonome. L'horizon du paysan est beaucoup plus borné qu'auparavant à une communauté villageoise composée de familles très cohérentes. Chaque village forme un tout dans lequel les différences de revenu ou de statut sont moins importantes que les intérêts communs, et qui réagit de façon relativement uniforme en face des impulsions extérieures. Selon Parish et Whyte, cette autonomie du social par rapport au politique n'est pas sans avantages pour le régime communiste chinois. Elle le rend admissible aux yeux d'une paysannerie conservatrice et attachée à son sort matériel. En ce sens, elle contribue à expliquer l'étonnante stabilité d'un régime qui, lorsque l'on observe sa surface politique, paraît évoluer par ruptures et récurrences. A l'inverse, remarquent lucidement Parish et Whyte, la dichotomie

2. Le grand classique reste l'ouvrage de A. Doak Barnett, *Cadres, bureaucracy and political power in communist China*, New York, London, 1967.

du social et du politique rend aléatoires les entreprises du régime qui visent le renforcement des communes populaires, la modification du rapport hiérarchique entre les sexes et la disparition des coutumes traditionnelles.

De par son caractère pionnier, cette étude sociologique de la Chine rurale ne se révèle cependant satisfaisante ni dans les détails ni dans son cœur. La concentration de la recherche sur une province relativement favorisée, le Guangdong, était sans doute inévitable ; elle explique en partie certaines appréciations très optimistes sur le revenu paysan comme sur le succès de la politique officielle de contrôle des naissances. Ces affirmations seraient probablement corrigées par d'autres études monographiques. De crainte sans doute de se voir reprocher la nature de leurs sources, les auteurs ont choisi un style dont la froideur finit par choquer : alors que leur matériau est le souvenir humain, ils ne laissent pratiquement jamais affleurer le vécu social, la densité du rapport entre les hommes et les difficultés de la vie dans un univers de rareté<sup>3</sup>. N'auraient-ils pas pu utiliser certaines sources écrites, y compris dans le très officiel *Quotidien du peuple*, pour illustrer leur propos ? De plus, pour sévère qu'il soit, le développement n'est pas toujours assez précis. Ainsi, Parish et Whyte négligent d'analyser en profondeur le fonctionnement de l'équipe de production, à laquelle ils attribuent pourtant, avec juste raison, une importance fondamentale.

C'est surtout la thèse centrale de l'ouvrage qui prête à discussion. Qu'en Chine le corps social, et bien plus à la campagne qu'à la ville, résiste de mille façons aux incitations ou aux intrusions du pouvoir, c'est une vérité que nos auteurs confirment de façon convaincante. Encore faut-il rappeler que ce même pouvoir n'a pas peu contribué, après le Grand bond en avant, à consolider l'équipe de production et la cellule familiale ; par la suite, il n'a jamais tenté sérieusement de les affaiblir. Le conflit est-il pour autant aussi absent de la société rurale qu'il le paraît à la lecture du livre ? Les rapports entre l'Etat et la paysannerie sont-ils toujours aussi équilibrés ? Ce qui était vrai au Guangdong dans la période de stabilité relative des années 1973-1975 l'avait-il été dans les années de politisation et de répression précédentes (1966-1971) ? Doit-on penser que cette province fut épargnée complètement par les désordres sociaux de 1976, l'année des catastrophes politiques et naturelles ? Il existe, en tout cas, de bonnes raisons de penser que des troubles (limités sans doute) apparurent ailleurs.

On doit, certes, accorder à nos auteurs le crédit d'une étude rigoureuse et déjà réalisée. Nous ne pouvons encore leur opposer que des témoignages partiels mais nombreux publiés à Hong Kong et aujourd'hui à Pékin. L'impression qu'ils produisent est moins optimiste. Ils conduisent à se demander si le régime a complètement renoncé à politiser la vie rurale et si la paysannerie ne s'est pas trouvée contrainte par moments à lâcher du terrain ou à manifester des sentiments d'opposition assez actifs. Bref, si les phénomènes de pouvoir jouent sans doute un rôle moindre que la propagande de Pékin (ou certains de ses contempteurs) veulent le faire accroire, ils ne peuvent pas non plus être évacués du paysage rural chinois : la relation mouvante entre le social et le politique va sans doute constituer, dans les prochaines années, un domaine d'élection de la recherche sur la Chine populaire.

Jean-Luc DOMENACH

Centre d'études et de recherches internationales

3. Le témoignage de Jean-Jacques Michel et Huang He (*Avoir vingt ans en Chine à la campagne*, Paris, 1978) est, au contraire, très éclairant de ce point de vue.